

## La conjoncture économique et financière au Canada

Les gouvernements du Canada et des provinces sont résolus à créer un climat économique dans lequel le secteur privé peut prospérer et créer des emplois de qualité. Depuis novembre 1993, leur action a porté sur la mise en place de conditions qui favorisent l'emploi et la croissance. Elle donne d'ailleurs des résultats, puisque l'inflation est maintenant descendue bien au-dessous des 2 p. 100, les taux d'intérêt sont trois points plus bas que l'an dernier et le gouvernement a atteint ses objectifs de réduction du déficit et les a même améliorés.

Par voie de conséquence, environ 625 000 nouveaux emplois ont été créés depuis deux ans et demi et le taux de chômage est passé de 11,1 p. 100 à 9,4 p. 100. Dans les six derniers mois seulement, environ 160 000 emplois ont été créés. En 1995, le Canada a affiché le taux de croissance de l'emploi le plus élevé parmi les pays du G-7 et si les prévisions du Fonds monétaire international se réalisent, cette tendance persistera au cours des deux prochaines années.

Ces gains sont attribuables à la détermination du gouvernement de libéraliser le commerce, d'éliminer les obstacles aux marchés par des réformes structurelles, d'améliorer l'efficacité économique, de stabiliser l'inflation à un bas niveau et de mettre en oeuvre des programmes efficaces de réduction des dépenses à tous les paliers de gouvernement. Dans le dernier budget, des fonds ont été réaffectés pour faire des investissements dans trois domaines prioritaires — la jeunesse, la technologie et le commerce. Ces domaines sont primordiaux si le Canada veut exploiter les avantages de la mondialisation et créer des emplois et de la croissance dans l'avenir.

La performance économique du Canada le place au premier rang des pays du G-7 avec la plus forte création d'emplois durant la période de 1995 à 1997, le deuxième rang pour ce qui est des taux d'inflation au cours des quatre dernières années, des gains spectaculaires au chapitre de la compétitivité internationale qui ont sensiblement amélioré la position du commerce et du compte courant et instauré chez les investisseurs une plus grande confiance. Cette confiance se reflète dans le niveau élevé des investissements commerciaux et dans la réduction de la prime de risque ajoutée aux taux d'intérêt à long terme canadiens. En 1997, le Canada devrait avoir le déficit gouvernemental global le plus bas du G-7 par rapport au Produit intérieur brut (PIB).

Malgré un ralentissement de la croissance en 1995, l'économie canadienne reste fondamentalement saine. Sur une base annuelle moyenne, la croissance réelle du PIB canadien est passée de 4,1 p. 100 en 1994 — la meilleure performance du G-7 — à 2,3 p. 100 en 1995. Deux raisons principales expliquent cette baisse. D'abord, le ralentissement de l'économie américaine dans la première moitié de 1995 a nui à la croissance des exportations